

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2756

[2009/203602]

18 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 30 avril 2009 portant des mesures de simplification administrative en matière d'action sociale et de santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 2009 portant des mesures de simplification administrative en matière d'action sociale et de santé;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales, tel que modifié par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 128 de la Constitution, notamment l'article 13;

Vu le décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables, tel que modifié par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 128 de la Constitution, notamment l'article 10;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres", tel que modifié par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 128 de la Constitution, notamment l'article 8;

Vu le décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aides aux familles et aux personnes âgées, tel que modifié par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 128 de la Constitution, notamment les articles 3, 16, 20, 21 et 46;

Vu le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale, tel que modifié par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 128 de la Constitution, notamment les articles 8 et 9;

Vu le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, tel que modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998 portant des mesures diverses en matière d'action sociale, le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé, le décret du 8 février 2007 et par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 128 de la Constitution, notamment l'article 3;

Vu le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, tel que modifié par le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé, par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 128 de la Constitution et par le décret du 30 avril 2009, notamment l'article 10;

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, tel que modifié par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 128 de la Constitution, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables;

Vu l'arrêté du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres";

Vu l'arrêté du 30 avril 2009 portant application du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées;

Vu l'arrêté du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale;

Vu l'arrêté du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

Vu l'arrêté du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

Vu l'arrêté du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2009;

Vu l'avis 46.619/4 du Conseil d'Etat donné le 2 juin 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Le § 2 de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. Tous les cinq ans, et pour la première fois en 2012, la maison d'accueil, la maison de vie communautaire et l'abri de nuit adressent à l'administration, pour le mois d'avril, un rapport d'activité détaillé contenant un récapitulatif des activités menées au cours des cinq dernières années et les perspectives pour les cinq années suivantes.

Ces rapports d'activités, accompagnés le cas échéant de l'avis de l'administration, sont transmis au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé visé par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées à l'article 138 de la Constitution. »

Art. 3. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Les articles 3 à 6 sont applicables à la demande de modification d'agrément.

Toute demande de modification de subventionnement doit être introduite pour le 30 juin d'une année pour être éventuellement applicable au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

La demande de modification de subventionnement est accompagnée des documents probants relatifs aux exigences prévues au chapitre IX du présent arrêté. »

Art. 4. L'alinéa 3 du § 1^{er} de l'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Il est évalué au minimum au terme de la deuxième année d'agrément et, par la suite, à des intervalles réguliers de quatre ans. Le conseil des hébergés participe à l'évaluation. »

Art. 5. Le § 2 de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Tous les cinq ans, et pour la première fois en 2012, le service adresse à l'administration, pour le mois d'avril, un rapport d'activité détaillé contenant un récapitulatif des activités menées au cours des cinq dernières années, dont une note établissant l'évolution et les changements intervenus dans l'arrondissement, et les perspectives pour les cinq années suivantes.

Ce rapport d'activité, accompagné le cas échéant de l'avis de l'administration, est transmis au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé visé par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées à l'article 138 de la Constitution. »

Art. 6. Les articles 7, 8, 35, 36 et 37 du même arrêté, tels que modifiés par l'arrêté du 16 avril 2009 portant exécution du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, sont abrogés.

Art. 7. L'article 7 l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres" est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Tous les cinq ans, et pour la première fois en 2012, le service adresse à l'administration, pour le mois d'avril, un rapport d'activité détaillé contenant un récapitulatif des activités menées au cours des cinq dernières années et les perspectives pour les cinq années suivantes.

Ce rapport d'activité, accompagné le cas échéant de l'avis de l'administration, est transmis au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé visé par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées à l'article 138 de la Constitution. »

Art. 8. L'article 8 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 16 avril 2009 portant exécution du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, est abrogé.

Art. 9. A l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant application du décret du 6 décembre 2007 relatif aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées, les mots ", de renouvellement d'agrément" sont supprimés.

Art. 10. A l'article 30 du même arrêté, les alinéas suivants sont ajoutés :

« Tous les cinq ans, et pour la première fois en 2012, le service adresse à l'administration, pour le mois d'avril, un rapport d'activité détaillé contenant un récapitulatif des activités menées au cours des cinq dernières années et les perspectives pour les cinq années suivantes.

Ce rapport d'activité, accompagné le cas échéant de l'avis de l'administration, est transmis au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé visé par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées à l'article 138 de la Constitution. »

Art. 11. Le § 2 de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Tous les cinq ans, et pour la première fois en 2012, le service adresse à l'administration, pour le mois d'avril, une note :

1° établissant l'évolution et les changements majeurs intervenus au cours des cinq années écoulées sur le territoire de la ou des communes dans lequel il exerce ses activités;

2° contenant un rapport d'évaluation couvrant la période écoulée et synthétisant les évaluations annuelles des actions menées et des suivis individuels;

3° définissant les pistes de travail pour les cinq prochaines années.

Cette note, accompagnée le cas échéant de l'avis de l'administration, est transmis au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé visé par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées à l'article 138 de la Constitution. »

Art. 12. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 13. L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Tous les cinq ans, et pour la première fois en 2012, les institutions mentionnées à l'article 1^{er} du décret adressent à l'administration, pour le mois d'avril, un rapport d'activité détaillé contenant un récapitulatif des activités menées au cours des cinq dernières années et les perspectives pour les cinq années suivantes.

Ce rapport d'activité, accompagné le cas échéant de l'avis de l'administration, est transmis au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé visé par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées à l'article 138 de la Constitution. »

Art. 14. L'article 26 du même arrêté est abrogé.

Art. 15. A l'article 38 du même arrêté, les mots " , de renouvellement " sont supprimés.

Art. 16. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, les mots "ou de renouvellement" et les mots "ou de renouvellement de celui-ci" sont supprimés.

Art. 17. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. § 1^{er}. Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans les trois mois de la réception du dossier complet tel que défini à l'article 9 du décret et à l'article 6. Si la demande d'agrément n'est pas accompagnée des documents visés à l'article 9 du décret et à l'article 6, le demandeur en est avisé par l'administration dans le mois.

§ 2. Tous les cinq ans, et pour la première fois en 2012, le centre adresse à l'administration, pour le mois d'avril, un rapport d'activité détaillé contenant un récapitulatif des activités menées au cours des cinq dernières années et les perspectives pour les cinq années suivantes.

Ce rapport d'activité, accompagné le cas échéant de l'avis de l'administration, est transmis au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé visé par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées à l'article 138 de la Constitution. »

Art. 18. Les articles 8 et 22 du même arrêté sont abrogés.

Art. 19. L'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, modifié par l'arrêté du 16 avril 2009, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Tous les cinq ans, et pour la première fois en 2012, le centre adresse à l'administration, pour le mois d'avril, un rapport d'activité détaillé contenant un récapitulatif des activités menées au cours des cinq dernières années et les perspectives pour les cinq années suivantes.

Ce rapport d'activité, accompagné le cas échéant de l'avis de l'administration, est transmis au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé visé par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées à l'article 138 de la Constitution. »

Art. 20. A l'article 16 du même arrêté, les mots "ou de non renouvellement" sont abrogés.

Art. 21. L'annexe Vb du même arrêté est supprimée.

Art. 22. Le décret du 30 avril 2009 portant des mesures de simplification administrative en matière d'action sociale et de santé et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2009.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 9 et 10 du présent arrêté et les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 23. Le Ministre qui a l'Aide aux Personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 18 juin 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2756

[2009/203602]

18 JUNI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 houdende maatregelen tot administratieve vereenvoudiging inzake sociale actie en gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 houdende maatregelen tot administratieve vereenvoudiging inzake sociale actie en gezondheid;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen, zoals gewijzigd bij het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 128 van de Grondwet, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen, zoals gewijzigd bij het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 128 van de Grondwet, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten), zoals gewijzigd bij het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 128 van de Grondwet, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen, zoals gewijzigd bij het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 128 van de Grondwet, inzonderheid op de artikelen 3, 16, 20, 21 en 46;

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting, zoals gewijzigd bij het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 128 van de Grondwet, inzonderheid op de artikelen 8 en 9;

Gelet op het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998 houdende verscheidene maatregelen inzake sociale actie, bij het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake thesaurie en schuld, sociale actie en gezondheid, bij het decreet van 8 februari 2007 en bij het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 128 van de Grondwet, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verscheidene maatregelen inzake thesaurie en schuld, sociale actie en gezondheid, bij het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 128 van de Grondwet en bij het decreet van 30 april 2009, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, zoals gewijzigd bij het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 128 van de Grondwet, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres";

Gelet op het besluit van 30 april 2009 tot toepassing van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen;

Gelet op het besluit van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting;

Gelet op het besluit van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

Gelet op het besluit van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

Gelet op het besluit van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 april 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april 2009;

Gelet op het advies 46.619/4 van de Raad van State, gegeven op 2 juni 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Artikel 3, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen wordt vervangen als volgt :

« § 2. Het opvangtehuis, het gemeenschapshuis en het nachtasiel richten om de vijf jaar (voor het eerst in 2012) voor de maand april een uitvoerig activiteitenrapport aan de administratie, met een overzicht van de activiteiten gevoerd in de loop van de laatste vijf jaren en de vooruitzichten voor de komende vijf jaren.

Die activiteitenrapporten, die desgevallend vergezeld gaan van het advies van de administratie, worden overgelegd aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" (Waalse raad van sociale actie en gezondheid) bedoeld in het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. De artikelen 3 tot 6 zijn toepasselijk op de aanvraag tot wijziging van de erkenning.

Elke aanvraag tot wijziging van subsidiëring wordt ingediend voor 30 juni van een jaar om eventueel toepasselijk te zijn op 1 januari van het volgende jaar.

De aanvraag tot wijziging van subsidiëring gaat vergezeld van de bewijsstukken betreffende de voorwaarden die in hoofdstuk IX van dit besluit vastliggen. »

Art. 4. Artikel 17, § 1, derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Het wordt op zijn minst na afloop van het tweede erkenningsjaar geëvalueerd en, nadien, op regelmatige tussentijden van vier jaar. De raad van de ondergebrachte personen neemt deel aan de evaluatie. »

Art. 5. Artikel 3, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen wordt vervangen als volgt :

« § 2. De dienst richt om de vijf jaar (voor het eerst in 2012) voor de maand april een uitvoerig activiteitenrapport aan de administratie, met een overzicht van de activiteiten gevoerd in de loop van de laatste vijf jaar, waaronder een nota met de evolutie en de veranderingen die zich in het arrondissement voorgedaan hebben, en de vooruitzichten voor de komende vijf jaar.

Dat activiteitenrapporten, dat desgevallend vergezeld gaat van het advies van de administratie, wordt overgelegd aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" bedoeld in het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 6. De artikelen 7, 8, 35, 36 en 37 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 16 april 2009 tot uitvoering van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, worden opgeheven.

Art. 7. Artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. De dienst richt om de vijf jaar (voor het eerst in 2012) voor de maand april een uitvoerig activiteitenrapport aan de administratie, met een overzicht van de activiteiten gevoerd in de loop van de laatste vijf jaar en de vooruitzichten voor de komende vijf jaar.

Dat activiteitenrapporten, dat desgevallend vergezeld gaat van het advies van de administratie, wordt overgelegd aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" bedoeld in het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 8. Artikel 8 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 16 april 2009 tot uitvoering van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot toepassing van het decreet van 6 december 2007 betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen worden de woorden "tot hernieuwing" geschrapt.

Art. 10. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« De dienst richt om de vijf jaar (voor het eerst in 2012) voor de maand april een uitvoerig activiteitenrapport aan de administratie, met een overzicht van de activiteiten gevoerd in de loop van de laatste vijf jaar en de vooruitzichten voor de komende vijf jaar.

Dat activiteitenrapporten, dat desgevallend vergezeld gaat van het advies van de administratie, wordt overgelegd aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" bedoeld in het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 11. Artikel 3, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting wordt vervangen als volgt :

« § 2. De dienst richt om de vijf jaar (voor het eerst in 2012) voor de maand april een nota aan de administratie :

1° met de evolutie en de voornaamste veranderingen die zich in de loop van laatste vijf jaar hebben voorgedaan op het grondgebied van de gemeente(n) waar hij zijn activiteiten uitoefent;

2° met een evaluatierapport dat betrekking heeft op de afgelopen periode en dat een overzicht inhoudt van de jaarlijkse evaluaties van de gevoerde acties en de individuele opvolgingen;

3° met een omschrijving van de werkwijzen voor de komende vijf jaar.

Die nota, die desgevallend vergezeld gaat van het advies van de administratie, wordt overgelegd aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" bedoeld in het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 12. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 13. Artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De instellingen bedoeld in artikel 1 van het decreet richten om de vijf jaar (voor het eerst in 2012) voor de maand april een uitvoerig activiteitenrapport aan de administratie, met een overzicht van de activiteiten gevoerd in de loop van de laatste vijf jaar en de vooruitzichten voor de komende vijf jaar.

Dat activiteitenrapporten, dat desgevallend vergezeld gaat van het advies van de administratie, wordt overgelegd aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" bedoeld in het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 14. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 38 van hetzelfde besluit wordt het woord "hernieuwing" geschrapt.

Art. 16. In artikel 6 van het besluit van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst worden de woorden "of om vernieuwing ervan" geschrapt.

Art. 17. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. § 1. De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier, zoals bepaald bij artikel 9 van het decreet en bij artikel 6. Indien de erkenningsaanvraag niet vergezeld gaat van de stukken bedoeld in artikel 9 van het decreet en in artikel 6, wordt de aanvrager binnen de maand daarop attent gemaakt door de administratie.

§ 2. Het centrum richt om de vijf jaar (voor het eerst in 2012) voor de maand april een uitvoerig activiteitenrapport aan de administratie, met een overzicht van de activiteiten gevoerd in de loop van de laatste vijf jaar en de vooruitzichten voor de komende vijf jaar.

Dat activiteitenrapporten, dat desgevallend vergezeld gaat van het advies van de administratie, wordt overgelegd aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" bedoeld in het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 18. De artikelen 8 en 22 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 19. Artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, gewijzigd bij het besluit van 16 april 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. § 2. Het centrum richt om de vijf jaar (voor het eerst in 2012) voor de maand april een uitvoerig activiteitenrapport aan de administratie, met een overzicht van de activiteiten gevoerd in de loop van de laatste vijf jaar en de vooruitzichten voor de komende vijf jaar.

Dat activiteitenrapporten, dat desgevallend vergezeld gaat van het advies van de administratie, wordt overgelegd aan de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" bedoeld in het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 20. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de woorden "of niet-vernieuwing" geschrapt.

Art. 21. Bijlage Vb bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 22. Het decreet van 30 april 2009 houdende maatregelen tot administratieve vereenvoudiging inzake sociale actie en gezondheid en dit besluit treden in werking op 1 juli 2009.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 9 en 10 van dit besluit en de artikelen 5, 6, 7, 8, 9 en 10 van het decreet in werking op 1 januari 2009.

Art. 23. De Minister bevoegd voor Hulpverlening aan Personen is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 18 juni 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 2757 (2009 — 2160) [C — 2009/31406]

23 AVRIL 2009. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune relatif à la collecte et l'échange de données dans le cadre de la politique de prévention en santé. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 204 du 18 juin 2009, acte n° 2009/2160 page 42650, il faut ajouter l'« Avis 45.851/3 du 10 février 2009 de la Section Législation du Conseil d'Etat » ci-après entre « le rapport aux membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune » et l'arrêté.

AVIS 45.851/3 DU 10 FEVRIER 2009 DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, troisième chambre, saisi par les Membres du Collège réuni compétents pour la politique de la Santé, le 21 janvier 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune « relatif à la collecte et l'échange de données dans le cadre de la politique de prévention en santé », a donné l'avis suivant :

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

Portée et fondement juridique du projet

2. En vertu de l'article 9 de l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé (ci-après : l'ordonnance), les prestataires individuels de soins, les organisations de terrain et les organisations partenaires sont encouragés à mettre à la disposition de l'Observatoire de la Santé et du Social (1) les données nécessaires au développement et au fonctionnement d'un système d'informations sanitaires. L'échange et le traitement des données se font conformément aux dispositions légales relatives à la protection de la vie privée. L'Observatoire peut, dans le respect des dispositions légales relatives à la protection de la vie privée, associer d'autres organisations ou autorités publiques au traitement de ces données.

Le projet d'arrêté soumis pour avis fixe les modalités applicables au traitement des informations par l'Observatoire ainsi qu'à la conclusion de conventions avec des organisations privées dotées ou non de la personnalité juridique et avec des autorités publiques, en vue de

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 2757 (2009 — 2160) [C — 2009/31406]

23 APRIL 2009. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de gegevensverzameling en -uitwisseling in het kader van het preventieve gezondheidsbeleid. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 204 van 18 juni 2009, akte nr. 2009/2160 bladzijde 42650, dient het hiernavolgende « Advies 45.851/3 van 10 februari 2009 van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State » bijgevoegd worden tussen het « verslag aan de leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie » en het besluit.

ADVIES 45.851/3 VAN 10 FEBRUARI 2009 VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, derde kamer, op 21 januari 2009 door de Leden van het Verenigd College bevoegd voor het gezondheidsbeleid, verzocht hen, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie « betreffende de gegevensverzameling en -uitwisseling in het kader van het preventieve gezondheidsbeleid », heeft het volgende advies gegeven :

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

2. Krachtens artikel 9 van de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid (hierna : de ordonnantie) worden de individuele zorgverstrekkers, de organisaties met terreinwerking en de partnerorganisaties aangemoedigd om aan het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn (1) gegevens ter beschikking te stellen welke noodzakelijk zijn voor de uitbouw en de werking van een gezondheidsinformatiesysteem. De uitwisseling en de verwerking van gegevens gebeuren met respect van de wettelijke bepalingen inzake de bescherming van het privé-leven. Het Observatorium kan, met respect van de wettelijke bepalingen inzake de bescherming van het privé-leven, andere organisaties of openbare overheden betrekken bij de verwerking van deze gegevens.

Het om advies voorgelegde ontwerpbesluit bepaalt nadere regels inzake de verwerking van gegevens door het Observatorium en inzake het sluiten van overeenkomsten met private organisaties, al dan niet met rechtspersoonlijkheid, en met openbare overheden, met het oog op